

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : LES PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	1
1.1 L'obligation alimentaire : une définition et la portée de la notion d'aliments.....	2
1.2 Les fondements juridiques de l'obligation alimentaire.....	7
1.3 Les titulaires de l'obligation alimentaire en vertu du <i>Code civil</i>	11
1.3.1 Les époux et conjoints civils.....	11
1.3.2 L'obligation alimentaire et le <i>Code civil</i> : les parents et les enfants.....	14
1.3.3 Les conjoints de fait et l'obligation alimentaire : une nouvelle réalité juridique.....	15
1.3.3.1 Le contexte social et juridique.....	16
1.3.3.2 La transformation de la cellule familiale et les effets de la rupture.....	17
1.3.3.3 Le contexte juridique : vers une timide reconnaissance.....	20
1.3.3.4 Les conséquences de cette situation juridique sur les conjoints et les enfants.....	20
1.3.3.5 Et pendant ce temps, ailleurs : l'arrêt <i>Taylor c. Rossu</i>	24
1.3.3.6 L'arrêt <i>Walsh</i> : la suprématie du choix et de la volonté de la personne.....	28
1.3.3.7 La décision de la majorité : la primauté de la liberté de choix.....	29

1.3.3.8	La dissidence dans <i>Walsh</i>	31
1.3.3.9	Éric et Lola : le jugement d'instance	34
1.3.4	L'arrêt <i>Droit de la famille – 102866</i> : surprenant ou rafraîchissant ?	36
1.3.4.1	Les motifs de Madame la juge Dutil et de Monsieur le juge Giroux	36
1.3.4.2	Les motifs du juge Beauregard	46
1.3.4.3	La preuve, la connaissance d'office et les dépens	50
1.3.4.4	Les frais d'expertise, les honoraires extrajudiciaires et les dépens	53
1.3.5	La futurologie : les incertitudes et les options.	54
1.3.5.1	La vie maritale et les conjoints de fait	57
1.3.5.2	L'article 61.1 de la Loi d'interprétation	60
1.3.5.3	La rétroactivité	62
1.3.5.4	Certaines options pour le législateur	62
1.3.6	La détermination du montant de pension en vertu du <i>Code civil</i>	65
1.4	Les caractéristiques de l'obligation alimentaire	65
1.5	Le moment de la demande pour l'attribution d'une pension alimentaire et la rétroactivité.	80
1.5.1	Les principes	80
1.5.2	L'article 595 C.c.Q. et la rétroactivité de la demande alimentaire	81
1.5.3	L'impossibilité d'agir et l'article 595 C.c.Q.	83
1.5.4	La mise en demeure au sens de l'article 595 C.c.Q.	89
1.5.5	La rétroactivité et la <i>Loi sur le divorce</i>	93
1.5.6	La demande tardive d'aliments	93

1.6	L'arrêt <i>D.B.S. c. S.R.G.</i> ; <i>L.J.W. c. T.A.R.</i> ; <i>Henry c. Henry</i> ; <i>Hiemstra c. Hiemstra</i> de la Cour suprême et les principes relatifs à l'obligation alimentaire en divorce	97
1.6.1	L'obligation alimentaire et la quadrilogie	99
1.6.2	La rétroactivité et la quadrilogie	100
1.6.3	L'ajustement de la pension alimentaire et le comportement du débiteur	101
1.6.4	La quadrilogie et la présentation de la demande ou le point de départ de la rétroactivité.	102
1.6.5	La quadrilogie et la situation de l'enfant.	103
1.6.6	Les difficultés occasionnées par une ordonnance rétroactive et le quantum	104
1.6.7	La période de rétroactivité	105
1.6.8	L'existence des Lignes directrices fédérales et leurs modalités d'application	107
1.7	La jurisprudence post-quadrilogie tant en divorce qu'en vertu de l'article 595 C.c.Q. : des effets secondaires ?	109
1.7.1	La limitation d'un an imposée par l'article 595 C.c.Q. est discriminatoire.	121
1.7.2	L'erreur induite par une des parties, la turpitude et la clause de rétroactivité en vertu de l'article 595 C.c.Q.	121
1.7.3	L'effet de la quadrilogie de la Cour suprême sur l'interprétation législative de l'article 595 C.c.Q. et l'historique de cet article.	127
1.7.4	L'arrêt <i>Droit de la famille – 10234</i> et la rétroactivité en vertu de l'article 595 C.c.Q. : quand le droit rejoint la réalité	137
1.7.4.1	Le jugement de première instance	137
1.7.4.2	L'arrêt <i>Droit de la famille – 10234</i>	139
1.7.5	La rétroactivité par convention et les revenus annuels fluctuants.	149

1.8	Les modalités de paiement	160
1.8.1	Les versements périodiques	160
1.8.2	La somme forfaitaire ou globale	160
1.8.3	L'attribution d'une somme forfaitaire : les critères et la pertinence	167
1.8.4	La somme forfaitaire et l'attribution de la résidence familiale à titre de paiement	179
1.8.5	L'attribution d'une seconde somme forfaitaire	181
1.8.6	La conversion d'une pension alimentaire fondée sur une convention prévoyant une somme forfaitaire	182
1.8.7	La somme forfaitaire pour l'enfant à charge : comment la réviser si elle a déjà été versée ?	187
1.8.8	La réserve des recours en matière alimentaire	196
1.8.9	La suspension du paiement de la pension alimentaire	199
1.9	Les critères de fixation de la pension alimentaire	205
1.9.1	L'enfant mineur	206
1.9.2	L'époux, l'ex-époux et le conjoint civil	207
1.9.3	L'enfant majeur	208
1.10	L'obligation alimentaire et la fiscalité	208
1.10.1	La déductibilité en ce qui a trait à l'ex-époux, l'époux ou le conjoint civil	211
1.10.2	Les paiements alimentaires versés à des tiers et les paiements antérieurs au jugement	217
1.10.3	Les changements survenus en 1997	218
1.10.4	La défiscalisation en matière d'aliments pour enfants	219

1.10.5	La possibilité de conserver la déductibilité de la pension alimentaire pour enfants contenue dans une ordonnance ou une entente préalable à la défiscalisation	222
1.11	Le lien entre les aliments, le partage des biens et la somme forfaitaire	225
1.12	Le créancier et le débiteur alimentaire : l'obligation d'entamer le capital	226
1.13	Les garanties et les sûretés	234
1.13.1	L'hypothèque légale	234
1.13.2	La fiducie	238
1.13.3	Lettre de garantie	249
1.14	L'obligation alimentaire et la faillite	249
1.15	Les intérêts et la pension alimentaire	252
1.16	La prescription	258
CHAPITRE 2 : L'ÉTENDUE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE À L'ÉGARD DE L'ÉPOUX ET DU CONJOINT CIVIL		
	Introduction	261
2.1	Un peu de sociologie et les textes de lois	263
2.1.1	Un peu de sociologie	263
2.1.2	Les textes de lois : le <i>Code civil</i>	266
2.1.3	Les critères d'attribution et les objectifs poursuivis en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i>	268
2.2	Le cheminement de la Cour suprême et l'obligation alimentaire entre époux : un résumé	275
2.3	Le cheminement de la Cour suprême du Canada et l'obligation alimentaire entre époux : étape par étape	285
2.3.1	L'arrêt <i>Messier c. Delage</i> : le droit aux aliments pendant les années 1980	286

2.3.2	La trilogie : de la finalité des conventions et de la théorie de la rupture nette	289
2.3.3	Les principes de la « trilogie » sont-ils encore pertinents ?	292
2.3.4	<i>Moge c. Moge</i> : de l'égalité des critères de l'article 15.2(6) et de l'autonomie financière	293
2.3.5	L'arrêt <i>Willick c. Willick</i> : la modification d'une ordonnance et le concept de changement.	298
2.3.6	L'arrêt <i>G. (L.) c. B. (G.)</i> : de l'effet du concubinage et du remariage sur l'obligation alimentaire et du concept de changement	299
2.3.7	<i>Hickey c. Hickey</i> : le concept de changement et la confirmation des principes de l'arrêt <i>Willick</i> quant à la pension alimentaire entre époux	306
2.3.8	L'arrêt <i>Bracklow</i> : les fondements de l'obligation alimentaire en divorce et le mariage de courte durée.	307
2.3.9	L'arrêt <i>Boston c. Boston</i> : l'effet de la retraite sur l'obligation alimentaire.	320
2.3.10	L'arrêt <i>Miglin</i> : de l'importance, de la validité et de la finalité des conventions en matière familiale	332
2.3.11	Les conventions et l'effet de l'arrêt <i>Miglin</i> : la jurisprudence.	356
2.3.12	L'arrêt <i>Hartshorne c. Hartshorne</i> : de l'importance des conventions et de leur finalité	375
2.3.13	L'arrêt <i>Leskun c. Leskun</i> : de l'effet de la faute conjugale sur les aliments.	384
2.3.14	L'arrêt <i>Rick c. Brandsema</i> : la transparence dans les négociations et la présence du procureur. . . .	402
2.4	L'autonomie financière	408
2.4.1	L'autonomie financière : une définition	413
2.4.2	La durée du mariage ou de la cohabitation	422

2.4.3	Le mariage de courte durée	438
2.4.4	L'arrêt <i>Bracklow</i> et le mariage de courte durée.	439
2.4.5	L'autonomie et le travail hors le foyer familial . .	445
CHAPITRE 3 : LES EMPÊCHEMENTS À L'ATTEINTE DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE		
3.1	L'aide intergénérationnelle et l'autonomie financière . . .	447
3.2	La maladie et l'autonomie financière.	451
3.3	Le lien de causalité entre le mariage et les inconvénients en résultant ou la maladie	473
CHAPITRE 4 : LA PENSION ALIMENTAIRE : LA FIXATION ET LES ARRÉRAGES		
4.1	La pension alimentaire : l'attribution et l'évaluation . . .	481
4.2	L'établissement de la pension alimentaire au stade provisoire	483
CHAPITRE 5 : LE PROJET FÉDÉRAL DE LIGNES DIRECTRICES FACULTATIVES EN MATIÈRE DE PENSION ALIMENTAIRE POUR ÉPOUX		
5.1	Le concept et la pertinence des Lignes directrices facultatives pour époux	494
5.2	Les avantages et les inconvénients des lignes directrices.	496
5.3	Les structures de base des lignes directrices.	507
5.3.1	Le partage des revenus	507
5.3.2	Le revenu net et le revenu brut	508
5.3.3	Les critères utilisés	509
5.3.4	Les formules, la restructuration et les exceptions	510
5.3.4.1	Selon la formule de base sans pension alimentaire pour enfant	510

5.3.4.2	La formule avec pension alimentaire pour enfant	511
5.3.4.3	Les plafonds et les planchers	512
5.3.4.4	La restructuration	513
5.3.4.5	Les exceptions	513
5.4	Les lignes directrices : la démarche	515
CHAPITRE 6 : LE TERME ET AUTRES MODALITÉS POUR METTRE FIN À L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE ÉPOUX		
6.1	Le créancier alimentaire doit faire des efforts	532
6.2	Le terme : la synthèse	535
6.3	Le terme et autres modalités pour mettre fin à l'obligation alimentaire : la jurisprudence	552
6.4	La réticence à fixer un terme	556
6.5	Les choix personnels	557
6.6	La synthèse : le droit aux aliments et la pension alimentaire	591
6.7	Les critères pertinents retenus par les tribunaux pour l'établissement de la pension alimentaire	596
CHAPITRE 7 : LA RENONCIATION AUX ALIMENTS		
7.1	La renonciation aux aliments	603
7.2	La renonciation aux aliments par un époux dans le cadre du divorce	609
7.3	L'écoulement du temps et la renonciation implicite	619
CHAPITRE 8 : LES ARRÉRAGES EN MATIÈRE ALIMENTAIRE		
8.1	L'annulation des arrérages : les principes et la prescription en matière alimentaire	623
8.2	L'annulation des arrérages	625

8.3	L'annulation des arrérages en vertu du Code civil	627
8.4	Le mécanisme de l'article 596 C.c.Q.	632
8.5	Les arrérages, les intérêts et la compensation	644
8.6	Le remboursement et la compensation de la pension versée en trop par le débiteur alimentaire	646
8.6.1	Le remboursement de la pension versée en trop par le débiteur alimentaire	646
8.6.2	La compensation	652
8.6.3	La compensation et les aliments futurs : une solution ?	662
CHAPITRE 9 : LES DEMANDES DE MODIFICATION DE L'ORDONNANCE ALIMENTAIRE		
9.1	Le concept de changement significatif	669
9.2	La révision ou la modification	677
9.3	Les faits nouveaux	680
9.4	Le changement significatif : la détermination par les parties du changement nécessaire	694
CHAPITRE 10 : LA RETRAITE, LA PRÉRETRAITE, LE PARTAGE DES FONDS DE RETRAITE ET LA DOUBLE PONCTION : L'EFFET DE LA RETRAITE SUR L'OBLIGATION ALIMENTAIRE		
10.1	La synthèse	712
10.2	Le capital du créancier et l'approche de la retraite du débiteur : l'entamer ou ne pas l'entamer...	716
CHAPITRE 11 : L'EXÉCUTION DU JUGEMENT ET LA PERCEPTION DES PENSIONS ALIMENTAIRES		
11.1	Le jugement doit être exécutoire	725
11.2	Le jugement susceptible d'exécution	728

11.3	La <i>Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i> . . .	730
11.3.1	Les principes généraux de la <i>Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i>	731
11.3.2	L'application de la <i>Loi</i>	732
11.4	La pension alimentaire visée par la <i>Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires</i>	732
11.4.1	La <i>Loi</i> et l'existence de garanties supplémentaires	733
11.4.2	Le rôle du sous-ministre du Revenu : l'exclusivité de la perception ?	734
11.4.3	Les ordonnances alimentaires non assujetties à la <i>Loi</i>	742
11.4.4	Les cas d'exemption et de suspension de l'application de la <i>Loi</i>	744
11.4.4.1	L'exemption	744
11.4.4.2	La suspension.	745
11.4.4.3	Le rôle du greffier	746
11.4.5	La perception de la pension alimentaire : deux modes de perception	747
11.4.6	Le début du versement de la pension alimentaire.	748
11.4.7	La retenue à la source et l'ordre de retenue	750
11.4.8	Les obligations et la responsabilité de l'employeur du débiteur alimentaire	752
11.4.9	Le versement des sommes au créancier alimentaire.	753
11.4.10	Le versement des avances et leur remboursement	754
11.4.11	Les pouvoirs du sous-ministre en vertu de la <i>Loi</i> : le recouvrement.	763
11.4.12	L'obtention d'information sur la situation financière du débiteur	764

11.4.13	Le créancier et le débiteur hors Québec : la perception	765
11.4.13.1	Les législations québécoises applicables . . .	765
11.4.13.2	La <i>Loi sur l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires</i>	766
11.4.14	La <i>Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments</i>	770
11.5	La législation fédérale et la perception de la pension alimentaire.	772
11.5.1	La perception et la <i>Loi sur le divorce</i>	779
11.5.2	<i>Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales</i> et la <i>Loi sur la saisie-arrêt et la distraction des pensions</i>	781
11.5.3	L'exécution d'un jugement étranger au Québec ou d'un jugement québécois à l'étranger	782
11.5.3.1	L'Entente entre le Québec et la France sur l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et administrative	785
11.5.3.2	Les jugements provenant d'autres juridictions	787
11.6	Le voile corporatif	788
CHAPITRE 12 : LA SURVIE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE		797
12.1	Les principes généraux	797
12.2	La forme de la prestation	801
12.3	La survie de l'obligation alimentaire : les créanciers visés et le montant de la prestation	802
12.3.1	Les créanciers visés.	802
12.3.2	Le montant de la prestation	804
12.3.3	L'ex-époux qui percevait des aliments et les autres créanciers	810

12.3.4	La valeur de la succession.	813
12.3.5	La provision pour frais et l'ordonnance de sauvegarde.	814
12.4	Le droit international privé	814
CHAPITRE 13 : LA LOI SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES ET LES PRESTATIONS POUR LA FAMILLE		
13.1	Les prestations en vertu de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i>	815
13.2	Les principes d'application.	816
13.3	L'impact de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> sur l'obligation alimentaire	816
CHAPITRE 14 : LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS		
14.1	Les principes généraux	819
14.2	L'importance des conventions et le respect de la volonté des parties	822
14.3	Le <i>Code civil du Québec</i> et la validité des conventions. . .	825
14.3.1	Les conditions de validité de la convention	825
14.3.2	Le consentement libre et éclairé.	829
14.3.3	La Trilogie et la lésion en droit civil : entre majeurs ?	831
14.3.4	La présence d'un procureur indépendant et compétent.	835
14.3.5	La jurisprudence et le caractère déraisonnable de la convention.	841
14.3.6	La vulnérabilité, le procureur indépendant et compétent et la transparence : les arrêts <i>Miglin</i> et <i>Rick c. Brandsema</i> de la Cour suprême	852
14.3.7	La fragilisation des conventions et la déontologie	859

14.4	Les limites de l'arrêt <i>Miglin</i>	880
14.5	Les motifs d'annulation : une synthèse	888
14.6	Les documents rédigés en médiation	890
14.6.1	Le rapport du médiateur (art. 827.3.1 C.p.c.)	890
14.6.2	Le résumé ou sommaire des ententes	890
14.6.3	Le projet d'accord.	900
CHAPITRE 15 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ET LES ENFANTS.		903
15.1	Les fondements, les définitions et les titulaires en vertu du Code civil.	908
15.2	Les fondements, les définitions et les titulaires en vertu de la <i>Loi sur le divorce</i>	912
15.3	Le concept <i>in loco parentis</i> en droit civil ?	917
15.4	Les revenus de l'enfant mineur	922
15.4.1	Le devoir d'entretien et l'obligation alimentaire.	924
15.4.2	Les programmes gouvernementaux relatifs à l'enfant et la fiscalité de la pension pour enfant : les principes	925
15.4.3	Les programmes gouvernementaux relatifs à l'enfant	926
15.4.4	La prestation universelle pour la garde d'enfants.	931
15.4.5	La comptabilisation de la PUGE	932
15.4.6	Le remboursement des prestations lorsque l'ordonnance de la Cour ou la convention des parties prévoyait des modalités de paiement	937
15.4.7	La pension alimentaire pour enfant et les prestations de deniers recours	953
15.5	Le traitement fiscal de la pension alimentaire pour l'enfant	954

15.5.1	Le crédit équivalent pour personne entièrement à charge (ou crédit équivalent au montant pour conjoint au fédéral)	958
15.5.2	Les autres déductions possibles	958
15.6	Le calcul de la pension alimentaire avant le 1 ^{er} mai 1997	960
15.7	L'ajustement « rétroactif » du montant de la pension alimentaire pour enfants.	962
15.7.1	La <i>Loi sur le divorce</i>	962
15.7.2	Le <i>Code civil du Québec</i>	964
15.8	Les Lignes directrices québécoises et fédérales.	974
15.8.1	La genèse	974
15.8.2	Une interprétation généreuse des besoins de l'enfant ?	979
15.9	Les <i>Lignes directrices fédérales</i>	981
15.9.1	Les principes d'application	981
15.9.2	Un survol des règles applicables au calcul en vertu des <i>Lignes directrices fédérales</i>	988
15.9.3	La garde partagée et les <i>Lignes directrices fédérales</i>	992
15.9.4	Les cas particuliers en vertu des <i>Lignes directrices fédérales</i>	995
15.9.4.1	L'enfant majeur	995
15.9.4.2	Les revenus supérieurs à 150 000 \$	995
15.9.4.3	Le statut <i>in loco parentis</i>	998
CHAPITRE 16 : LES LIGNES DIRECTRICES QUÉBÉCOISES		1003
16.1	L'application.	1003
16.2	La genèse	1003

16.3	L'adoption des <i>Lignes directrices québécoises</i> et les textes législatifs pertinents	1006
16.4	Les principes des <i>Lignes directrices québécoises</i>	1008
16.5	La démarche.	1016
16.5.1	La procédure	1016
16.5.2	Le tiers gardien et l'enfant mineur : un cas particulier	1017
16.5.3	Les éléments du calcul : un sommaire	1018
16.5.3.1	Le revenu brut et le revenu disponible	1018
16.5.3.2	Les déductions et les revenus de l'enfant : la contribution parentale de base	1020
16.5.3.3	Le nombre d'enfants	1022
16.5.3.4	Le temps de garde	1023
16.5.3.5	Les modalités de garde	1033
16.6	Le logiciel <i>Aliform</i> et le <i>Formulaire</i> en réseau Jurifamille	1036
16.6.1	L' <i>Aliform</i>	1036
16.6.2	Jurifamille	1038
16.7	Le calcul des revenus bruts aux fins d'établir la pension alimentaire.	1039
16.7.1	L'établissement du revenu brut	1039
16.7.2	La période de référence pour l'établissement du revenu et la moyenne des revenus	1049
16.7.3	Les avantages financiers tirés d'un emploi ou d'une autre source et l'établissement du revenu brut.	1063
16.7.4	<i>Le travailleur autonome</i> et les revenus de loyers	1070
16.7.5	La jurisprudence et la qualification de revenu.	1078

16.7.6	L'obligation de contribuer des parents	1087
16.7.7	L'obligation de divulguer des parents	1092
16.7.8	Le revenu fictif ou présumé	1094
16.7.9	Le nouveau conjoint et l'effet indirect de la pension alimentaire pour enfants à l'égard du parent gardien	1106
16.7.9.1	Le nouveau conjoint	1106
16.7.9.2	L'effet indirect de la pension alimentaire pour enfants à l'égard du parent gardien . .	1108
16.7.10	Les revenus supérieurs à 200 000 \$	1109
16.7.11	Le traitement des pertes	1116
16.7.12	Les actions, les bénéfices non répartis et les actifs	1120
16.7.13	Les revenus non divulgués aux autorités fiscales	1136
16.8	Les revenus fluctuants d'une année à l'autre	1140
16.9	La réception d'un revenu net d'impôt	1143
16.10	L'abandon d'un emploi, la diminution volontaire des revenus, la retraite et la réorientation de carrière	1144
CHAPITRE 17 : LES FRAIS DE GARDE		1183
CHAPITRE 18 : LES FRAIS D'ÉTUDES POST- SECONDAIRES		1189
CHAPITRE 19 : LE QUANTUM DE LA PENSION ALIMENTAIRE PAYABLE ET L'ENTENTE ENTRE LES PARTIES		1191
CHAPITRE 20 : LES FRAIS PARTICULIERS		1195
20.1	Les frais particuliers : les principes	1199
20.2	Les frais particuliers : délimiter les contours	1200
20.3	L'arrêt <i>Droit de la famille</i> – 3228 : le besoin particulier et le caractère raisonnable	1203

20.3.1	Le critère de « nécessité » s'attache aux besoins spécifiques concernés et dictés par la situation particulière de l'enfant	1204
20.3.2	La dépense doit être raisonnable eu égard aux moyens financiers des parents	1206
20.3.3	La simplicité involontaire	1213
20.3.4	L'exigence de la consultation avec l'autre parent	1217
20.3.5	Les besoins antérieurs à la rupture et le paiement <i>des frais pour un autre enfant</i> issu de l'union ou de la même fratrie	1225
20.4	Les frais particuliers non récurrents	1226
20.5	De certains frais particuliers particulièrement particuliers !	1231
20.5.1	L'école privée	1232
20.5.2	Les loisirs et la culture	1239
20.5.3	L'Internet	1240
20.5.4	Le sport : luxe ou nécessité	1243
20.5.5	Le régime enregistré d'épargne étude	1247
20.6	Le paiement des frais particuliers : périodicité ou somme forfaitaire	1247
20.7	Les besoins de base et les frais particuliers : parlons chiffres	1253
20.8	Tableau synthèse : les frais particuliers et la jurisprudence	1262
CHAPITRE 21 : LES DIFFICULTÉS EXCESSIVES ET SIMPLES		1309
21.1	Le non-exercice des droits d'accès	1314
21.2	Les droits d'accès et l'enfant majeur	1349
21.3	Les enfants issus d'autres unions : l'application des difficultés « simples »	1352

21.3.1	Les principes	1359
21.3.2	L'arrêt de la Cour d'appel dans <i>Droit de la famille</i> – 07934.	1362
21.3.3	L'application des critères	1373
21.3.4	Une revue de la jurisprudence	1378
21.4	L'obligation alimentaire à l'égard d'autres personnes . .	1395
21.5	Les dettes familiales	1395
21.6	Le transport	1401
21.7	Le placement en famille d'accueil ou en institution et les difficultés excessives	1411
21.8	Le coût de la vie	1421
21.9	Le niveau de vie	1426
CHAPITRE 22 : LE CONCEPT DE CHANGEMENT SIGNIFICATIF.		
22.1	Réviser ou modifier l'ordonnance alimentaire ?	1450
22.2	La jurisprudence : le concept de changement	1452
22.3	Les parties et la définition du changement nécessaire. .	1455
CHAPITRE 23 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE À L'ÉGARD DE L'ENFANT MAJEUR		
23.1	L'enfant majeur et l'obligation alimentaire : un peu de sociologie	1459
23.2	Le recours de l'enfant majeur : ses fondements	1461
23.2.1	Le Code civil.	1462
23.2.2	La loi sur le divorce : l'enfant à charge	1465
23.3.3	L'enfant handicapé	1468
23.2.4	La nature de l'obligation.	1476
23.2.5	Les frais visés : les frais d'études postsecondaires	1476

23.2.6	La jurisprudence	1478
23.3	La pension pour l'enfant majeur : la démarche procédurale.	1481
23.4	À qui sont payables les aliments ?	1488
23.5	L'application des <i>Lignes directrices</i> à l'enfant majeur . . .	1489
23.6	Le <i>quantum</i> , les critères d'attribution, les études, le concubinage et la parentalité	1496
23.6.1	Le concubinage et le mariage	1499
23.6.2	Les études ; jusqu'à quel niveau : le second ou le troisième cycle ?	1501
23.6.3	La parentalité	1509
23.7	Le calcul en présence d'un enfant mineur et d'un enfant majeur selon les <i>Lignes directrices</i>	1512
23.8	La possibilité, pour le débiteur, de recevoir le créancier chez lui : l'article 592 C.c.Q.	1516
23.9	Les obligations de l'enfant majeur	1519
23.9.1	Le sérieux et les efforts	1519
23.9.2	La recherche d'emploi	1527
23.9.3	La réorientation de carrière	1528
23.9.4	L'abandon des études, l'état de santé et les échecs scolaires	1531
23.9.5	Le majeur : l'effort financier	1541
23.9.6	Les prêts et bourses : un revenu ?	1551
23.9.7	La pension alimentaire pour l'enfant, le parent aux études et l'effet sur les prêts et bourses de ce dernier.	1555
23.10	Le terme fixé à l'obligation	1560
23.11	L'enfant majeur, son attitude, l'ingratitude et le droit aux aliments.	1570

23.12 La fiscalité et les frais nets	1599
23.12.1 La fiscalité	1599
23.12.2 Les frais d'études postsecondaires nets	1599
23.13 La pension alimentaire et la rétroactivité	1600
23.14 Une synthèse	1601
CHAPITRE 24 : L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE PARENTS EN LIGNE DIRECTE AU PREMIER DEGRÉ	1605
TABLE DE LÉGISLATION	1611
TABLE DE JURISPRUDENCE	1631
INDEX ANALYTIQUE	1761